

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Bildung</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Postulat</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Ammann, Amando  
Bernet, Samuel  
Bovey, Audrey  
Flückiger, Bernadette  
Guignard, Sophie  
Gökce, Melike  
Müller, Eva  
Schnyder, Sébastien  
Ziehli, Karel  
Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Ammann, Amando; Bernet, Samuel; Bovey, Audrey; Flückiger, Bernadette; Guignard, Sophie; Gökce, Melike; Müller, Eva; Schnyder, Sébastien; Ziehli, Karel; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Bildung, Postulat, 1997 – 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Politische Grundfragen	1
Nationale Identität	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Beziehungen zur EU	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	2
Entwicklungspolitik	2
<b>Öffentliche Finanzen</b>	3
Direkte Steuern	3
<b>Infrastruktur und Lebensraum</b>	3
Verkehr und Kommunikation	3
Post und Telekommunikation	3
<b>Sozialpolitik</b>	3
Soziale Gruppen	3
Kinder- und Jugendpolitik	3
<b>Bildung, Kultur und Medien</b>	4
Bildung und Forschung	4
Grundschulen	5
Berufsbildung	6
Kultur, Sprache, Kirchen	6
Kulturpolitik	6
Sprachen	7

## Abkürzungsverzeichnis

<b>ETH</b>	Eidgenössische Technische Hochschule
<b>SGK-NR</b>	Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates
<b>WBK-SR</b>	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>SBFI</b>	Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
<b>SNF</b>	Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
<b>DEZA</b>	Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit
<b>BV</b>	Bundesverfassung
<b>EDA</b>	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
<b>UNHCR</b>	Hoher Flüchtlingskommissar der Vereinten Nationen
<b>WBK-NR</b>	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
<b>IZA</b>	Internationale Zusammenarbeit
<b>KFG</b>	Bundesgesetz über die Kulturförderung
<b>SWTR</b>	Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat (früher: SWR)
<b>BAK</b>	Bundesamt für Kultur

---

<b>EPF</b>	École polytechnique fédérale
<b>CSSS-CN</b>	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national
<b>CSEC-CE</b>	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des États
<b>UE</b>	Union européenne
<b>SEFRI</b>	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
<b>FNS</b>	Fonds national suisse de la recherche scientifique
<b>DDC</b>	Direction du développement et de la coopération
<b>Cst</b>	Constitution fédérale
<b>DFAE</b>	Département fédéral des affaires étrangères
<b>HCR</b>	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
<b>CSEC-CN</b>	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
<b>CI</b>	coopération internationale
<b>LEC</b>	Loi fédérale sur l'encouragement de la culture
<b>CSST</b>	Conseil suisse de la science et de la technologie (avant : CSS)
<b>OFC</b>	Office fédéral de la culture

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Politische Grundfragen

#### Nationale Identität

POSTULAT  
DATUM: 06.03.2017  
KAREL ZIEHLI

Le député libéral-radical Andrea Caroni (fdl/plr, AR) veut, par l'intermédiaire de son postulat – intitulé "**Stratégie globale en matière d'éducation civique en Suisse**" – déposé à la chambre haute, que le Conseil fédéral élabore un rapport donnant une vue d'ensemble de l'éducation civique en Suisse. Cela permettrait de mettre en place une stratégie visant à combler les lacunes dans ce domaine. Le député Caroni estime que la Confédération se doit de garantir une éducation civique forte et poussée, dans un pays où le débat démocratique et les instruments de démocratie directe occupent une place prépondérante. Pour un bon fonctionnement de la démocratie directe, les citoyens doivent avoir les outils leur permettant de comprendre des thématiques aussi complexes que la troisième réforme de l'imposition des entreprises par exemple. Selon le dépositaire du postulat, ce rapport ne devrait pas mobiliser beaucoup de ressources, car de nombreux rapports existent déjà sur la question; des rapports qui sont néanmoins fragmentés et non liés. Avec cette stratégie, qui devra se pencher sur l'éducation civique dans le cadre scolaire, extra-scolaire ainsi que pour les adultes, le Conseil fédéral devra présenter la situation actuelle, fixer des objectifs et proposer des modifications légales si nécessaire.

Ce postulat, cosigné par 37 des 46 député-e-s du Conseil des Etats, est également défendu à la tribune par le député socialiste bernois Hans Stöckli (sp/ps, BE) ainsi que par le député libéral-radical Damian Müller (fdp/plr, LU) qui rappellent tous deux l'importance de l'éducation civique pour le bon fonctionnement du pays. Le premier insiste sur le cas des personnes n'ayant jamais eu l'opportunité de profiter d'une sensibilisation à la politique autour de la table familiale – c'est le cas pour beaucoup de personnes en processus d'intégration ou naturalisées – tandis que le député Müller rappelle que la formation politique peut permettre d'éviter les pièges du populisme.

Par la voix du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, le Conseil fédéral recommande aux député-e-s de rejeter ce postulat, argumentant que de nombreux rapports existent déjà et que la Confédération s'investit énormément dans ce domaine. Il cite notamment la Session des jeunes, la plateforme Easyvote ou encore la brochure gratuite "La Confédération en bref"; trois exemples promouvant la formation politique extra-scolaire. Le conseiller fédéral rappelle finalement qu'il soutient les objectifs fixés par le postulat, mais qu'au vu du nombre de rapports qu'il doit déjà écrire sur cette thématique, il manque de ressources. Le Conseil des Etats accepte, contre l'avis du Conseil fédéral, le postulat Caroni par 31 voix contre 6 et 2 absents.<sup>1</sup>

## Aussenpolitik

### Beziehungen zur EU

POSTULAT  
DATUM: 05.06.2018  
AUDREY BOVEY

Par le biais du postulat «**Participation à la coopération européenne**», le conseiller national Martin Naef (ps, ZH) invite le Conseil fédéral à préciser la stratégie de la Suisse en ce qui concerne sa coopération avec l'UE, notamment dans les domaines ayant trait à l'accès des entreprises suisses au marché européen, à la formation, à la recherche, à la sécurité ou à la contribution helvétique au processus d'intégration européenne.

Si le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat, ce dernier est dans un premier temps combattu par le député Roland Büchel (udc, SG), et donc renvoyé.

En juin 2018, le représentant de l'Union démocratique du centre s'explique devant la chambre du peuple: un rapport sur l'état des relations entre la Suisse et l'UE serait superflu, puisque la question appartient aux affaires courantes du DFAE. Ignazio Cassis fait toutefois part de la volonté du Conseil fédéral d'établir un tel rapport, afin de répondre conjointement au présent postulat et au postulat 13.3151. Le compte-rendu sera publié durant le dernier trimestre de l'année 2018.

Le postulat est finalement adopté par une majorité de la chambre basse (120 voix pour, 68 contre, 0 abstention) lors du vote du 5 juin 2018.<sup>2</sup>

## Zwischenstaatliche Beziehungen

POSTULAT  
DATUM: 20.06.2014  
AUDREY BOVEY

Par le biais du postulat intitulé "**La Suisse à l'heure de l'Asie**", Thomas Aeschi (udc, ZG) demande au Conseil fédéral d'établir un bilan de la coopération de la Suisse avec le continent asiatique. Le rapport en question portera non seulement sur certains aspects économiques – comme, par exemple, la position des entreprises suisses face au développement de l'économie asiatique –, mais s'intéressera également à des thématiques telles que la culture, la formation ou la recherche, dont l'influence sur les relations entre la Suisse et l'Asie est jugée évidente. Selon le Conseil fédéral, la région Asie-Pacifique constitue un "nouveau centre de gravité" à l'échelle mondiale. L'exécutif national se positionne donc en faveur du postulat. Un chapitre y sera consacré dans le rapport de politique extérieure 2015. L'intervention sera finalement classée en juin 2017.<sup>3</sup>

## Entwicklungspolitik

POSTULAT  
DATUM: 07.09.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil national a adopté un postulat Gross (ps, ZH) invitant le Conseil fédéral à examiner la possibilité de se joindre à l'action de la France et du Royaume-Uni et de **scolariser un million d'enfants en Afrique d'ici à 2012**. Ce postulat vise à participer aux Objectifs du millénaire pour le développement qui ont notamment pour but de scolariser tous les enfants de ce continent d'ici à 2015.<sup>4</sup>

POSTULAT  
DATUM: 08.03.2017  
AMANDO AMMANN

Nationalrat Béglé (cvp, VD) gab dem Bundesrat im September 2016 mit seinem Postulat **«Mehr Unterstützung für die Ausbildung in Flüchtlingslagern»** den Auftrag zu prüfen, wie sich Berufsbildungsprogramme und universitäre Bildungsangebote in Flüchtlingslager besser unterstützen liessen. Die Förderung höherer Bildung für Flüchtlinge gehöre seit 2012 zu den wichtigsten Zielen des UNHCR und Projekte wie das Dafi-Programm (Deutsche Akademische Flüchtlingsinitiative Albert Einstein) ermöglichten bereits über 2240 Flüchtlingen den Zugang zu höherer Bildung in 41 Empfangsländern. Auch die NGO Swiss International Humanitarian Organization habe, unter anderem in Kooperation mit der ETHL, in Burundi eine Universität in einem Flüchtlingslager gegründet, so Béglé.

Der Bundesrat anerkannte die grosse Bedeutung von (Berufs-)Bildung für Menschen auf der Flucht und verwies auf die Botschaft über die IZA 2017-2020, wonach die Mittel für die Grundschul- und Berufsbildung um 50 Prozent erhöht werden sollen. Bisher habe sich die Schweiz vor allem in diesem Bildungsbereich engagiert, doch man werde prüfen wie diese Bemühungen im Rahmen der Botschaft zur IZA auch in Bezug auf höhere Bildung verstärkt werden könnten. Der Bundesrat beantragte daher die Annahme des Postulats.

In der Frühlingssession 2017 diskutierte der Nationalrat das Postulat, weil Andreas Glarner (svp, AG) dieses bekämpfte und forderte, dass man sich zuerst um die elementarsten Bedürfnisse kümmern müsse, bevor man in die Ausbildung investiere. Der anwesende Bundesrat Didier Burkhalter zeigte sich etwas verärgert über das Votum Glarner und bat diesen darum, «nicht alles zu vermischen». Das Postulat schlage eine Verknüpfung von humanitärer Nothilfe und Entwicklung vor. Gerade bei Langzeitflüchtlingen gehe es über reine Nothilfe hinaus. Zudem sei Bildung ein Mittel zur Minderung der Gefahr terroristischer Rekrutierung. Der Nationalrat folgte der Empfehlung des Bundesrats und nahm das Postulat mit 126 zu 65 Stimmen an. Dagegen stimmten ausschliesslich die Fraktionskolleginnen und -kollegen von Andreas Glarner.<sup>5</sup>

POSTULAT  
DATUM: 18.06.2019  
AMANDO AMMANN

Der Bundesrat forderte im Bericht über Motionen und Postulate der eidgenössischen Räte im Jahre 2018 (19.006) die Abschreibung des Postulats Béglé (cvp, VD; Po. 16.3887) **«Mehr Unterstützung für die Ausbildung in Flüchtlingslagern»**, da dessen Anliegen erfüllt worden sei. Die DEZA sei im Rahmen der Strategie zur IZA 2017-2020 mit der Ausarbeitung verschiedener Projekte zur Förderung von Berufsbildung mit Abschlussdiplom oder universitärer Bildung beschäftigt. Unter anderem ermögliche man Opfern von Boko Haram in Niger mithilfe von Kursen den Einstieg in den Arbeitsmarkt. Generell wolle man in Zukunft die Integration der Flüchtlinge in die staatlichen Bildungssysteme im Nahen Osten fördern.

In der Sommersession 2019 wurde das Postulat vom Nationalrat abgeschrieben.<sup>6</sup>

# Öffentliche Finanzen

## Direkte Steuern

POSTULAT  
DATUM: 20.06.1997  
EVA MÜLLER

Ein Postulat Grendelmeier (Idu, ZH) (Po. 97.3162), das den Bundesrat bat zu prüfen, ob bei der direkten Bundessteuer die Maxima für den Abzug von **Krankenkassenprämien** nicht entsprechend dem Anstieg der Prämien für die Grundversicherung angepasst werden sollten, wurde vom Nationalrat überwiesen. Eine Motion Teuscher (gp, BE) (Mo. 96.3460), die den steuerlichen Abzug von **Weiterbildungskosten**, die für den Wiedereinstieg ins Berufsleben nötig sind, verlangte, überwies er ebenfalls in Postulatsform.<sup>7</sup>

# Infrastruktur und Lebensraum

## Verkehr und Kommunikation

### Post und Telekommunikation

POSTULAT  
DATUM: 25.09.2020  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Christoph Clivaz (gp, VS) forderte den Bundesrat im Mai 2020 auf, die **Strategie «Digitale Schweiz» aufgrund der Erfahrungen durch das Coronavirus** zu überarbeiten. Im Bericht seien die Chancen und Risiken der vermehrten Nutzung der digitalen Hilfsmittel aufzuzeigen. Dabei sei das Augenmerk insbesondere auf die Bereiche Bildung, Arbeit, Gesundheit und Datenschutz zu legen. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats. Dieses wurde in der Herbstsession 2020 vom Nationalrat stillschweigend angenommen.<sup>8</sup>

# Sozialpolitik

## Soziale Gruppen

### Kinder- und Jugendpolitik

POSTULAT  
DATUM: 02.05.2017  
SOPHIE GUIGNARD

C'est à l'aide d'un postulat que la députée Schmid-Federer (pdc, ZH) entend **renforcer l'encouragement précoce**. La conseillère nationale part du constat que les enfants de familles défavorisées ne sont souvent pas assez aidés sur le plan social, ce qui a pour conséquence pour plus tard de les rendre parfois dépendants des services sociaux de l'Etat. Mettre en place dès le début de leur existence des mesures permettant aux parents de concilier vie familiale et professionnelle ou encore des soutiens au niveau de la scolarité permettraient de pallier à ces lacunes. Les compétences pour l'encouragement précoce se trouvant entre les mains des communes et des cantons, il est selon la démocrate-chrétienne zurichoise nécessaire pour le Conseil fédéral d'élaborer un rapport dressant le bilan de toutes les mesures prises en ce sens. En la personne du responsable du département de l'Intérieur Alain Berset, le Conseil fédéral s'est opposé au postulat. En effet, en 2018 sortira le rapport du Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ce sera, selon le Conseiller fédéral Berset, l'occasion d'y inclure les interrogations soulevées par le postulat. Le vote s'est révélé très serré, puisque le non ne l'a emporté que de 96 voix contre 92, sans abstentions.<sup>9</sup>

POSTULAT  
DATUM: 09.12.2020  
SOPHIE GUIGNARD

Le **Conseil national aurait dû adopter** tacitement, en septembre 2020, **un postulat** de la députée fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach (pdc, FR), qui demandait un **rapport pour étudier les possibilités d'inscrire dans le code civil la protection des enfants contre la violence dans l'éducation**. Le texte, soutenu par le Conseil fédéral, a été combattu par la députée UDC Monika Rüegger (udc, OW), qui estime que les enfants sont déjà suffisamment protégés par le droit existant et que la manière d'éduquer ses enfants ne doit pas être prescrite par une autorité étatique. Après le débat devenu nécessaire lors de la session d'hiver, l'UDC est le seul parti à avoir refusé le postulat, qui a passé la rampe par 46 voix contre 134 et 3 abstentions.<sup>10</sup>

## Bildung, Kultur und Medien

### Bildung und Forschung

#### Bildung und Forschung

POSTULAT  
DATUM: 13.06.2012  
GUILLAUME ZUMOFEN

De nombreuses instances, tels que le Conseil suisse de la science et de la technologie (CSST), la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS) ou encore le Fonds national suisse (FNS) ont maintes fois relevé des carences de plus en plus évidentes au niveau de la relève scientifique en Suisse. Alors que la compétitivité internationale devient toujours plus rude, plusieurs indicateurs virent au rouge pour la Suisse, qui jusqu'à présent se trouvait dans le peloton de tête des pays les plus avancés dans les domaines de la recherche et de l'innovation. Un postulat qui entend prendre **des mesures pour promouvoir la relève scientifique en Suisse** déposé par la CSEC-CE a été adopté par le Conseil des Etats en juin 2012. Il charge le Conseil fédéral de la rédaction d'un rapport sur l'efficacité et l'efficacités des mesures projetées pour garantir la relève scientifique en Suisse. De plus, il est censé proposer des alternatives à caractère incitatif. Ce rapport devraient mettre en lumière certaines priorités, telles que la volonté d'égalité entre femmes et hommes dans le domaine académique, la possibilité d'augmenter le nombre de postes de professeurs assistants ou encore la nécessité d'une attractivité salariale des études doctorales.<sup>11</sup>

POSTULAT  
DATUM: 26.11.2012  
BERNADETTE FLÜCKIGER

In einem von der WBK-NR im Jahr 2012 eingereichten Postulat **«Demografische Entwicklung und Auswirkungen auf den gesamten Bildungsbereich»** wurde der Bundesrat aufgefordert, einen umfassenden Bericht über mögliche Szenarien im Bereich der Bevölkerungsentwicklung zu erstellen und dabei die Auswirkungen auf alle Bildungsbereiche darzulegen. Der Bundesrat beantragte die Ablehnung des Postulates. Er entgegnete, dass bereits zahlreiche Studien und Instrumente im Bereich Bildung und Demografie bestünden; diese seien gut geeignet, um die Anliegen des Postulates zu erfüllen. Der Nationalrat liess sich von diesen Argumenten jedoch nicht überzeugen und nahm das Postulat im November 2012 relativ knapp mit 81 zu 74 Stimmen an, wobei die Nein-Stimmen vor allem von den geschlossen stimmenden FDP- und SVP-Fraktionen stammten.<sup>12</sup>

POSTULAT  
DATUM: 19.03.2013  
GUILLAUME ZUMOFEN

L'initiative parlementaire Schenker (ps, BS) a orienté le débat sur la question de **la limite d'âge à propos du droit aux allocations de formation**. Il est important de préciser que cette initiative a ensuite été retirée en faveur d'un postulat de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Ce postulat demande qu'un rapport du Conseil fédéral mette en évidence les conséquences sociales d'une limite d'âge pour l'attribution des allocations de formation et, qu'à partir de cette enquête, des améliorations soient proposées si nécessaire. Il faut savoir que la loi fédérale sur les allocations familiales fixe actuellement à 25 ans la limite pour le versement des allocations de formation professionnelle. A l'origine, cette limite d'âge permettait à la plupart des personnes concernées de recevoir cette allocation jusqu'à la fin de leur formation. Mais, les modifications dans les structures d'enseignement et l'allongement de la durée de formation l'ont remise en question. En effet, les études se terminent dorénavant très souvent entre 25 et 29 ans. Les familles ne reçoivent donc plus d'allocation, quand bien même la formation n'est pas terminée. Conscient du problème, le Conseil fédéral a proposé d'accepter le postulat. En effet, un tel rapport est nécessaire, afin d'envisager une éventuelle réforme non seulement de la loi sur les allocations familiales, mais aussi de celle sur les contributions à la formation. Par 87 voix contre 71, le Conseil national a accepté ce postulat.<sup>13</sup>

POSTULAT  
DATUM: 20.12.2019  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Verena Herzog (svp, TG) forderte den Bundesrat im Herbst 2019 auf, die Resultate eines **ADHS-Forschungsprojektes** gesamtschweizerisch in die Ausbildung von Fach- und Lehrpersonen zu integrieren. In diesem von der Fachhochschule Nordwestschweiz durchgeführten Forschungsprojekt wurde die Wirkung von nicht medikamentösen pädagogischen Massnahmen untersucht, mit denen Kinder mit ADHS in der Schule unterstützt und gefördert werden können.

Der Bundesrat wies darauf hin, dass die Ausbildung der Lehrpersonen in die Kompetenz der Kantone falle, er sei aber bereit zu prüfen, inwieweit das Anliegen erfüllt werden könne und welche Massnahmen hierfür erforderlich wären. Der Nationalrat nahm das



Postulat im Winter 2019 stillschweigend an.<sup>14</sup>

## Grundschulen

**POSTULAT**  
DATUM: 15.03.2018  
SAMUEL BERNET

Im Sommer 2017 reichte Claude Béglé (cvp, VD) ein Postulat ein, um die **Erfahrungen der Schweiz in der Grund- und Berufsbildung bei den ärmsten Ländern der Welt bekanntzumachen**. Es sei ihm bewusst, dass das Schweizer System in den Entwicklungsländern nicht eins zu eins übernommen werden könne. Der Bundesrat solle jedoch prüfen, wie das Bildungssystem in diesen Ländern angepasst werden müsste, damit die dort lebenden Talente besser ausgeschöpft werden könnten, womit letztlich die wirtschaftliche Selbständigkeit dieser Länder gefördert werden könne. Bundesrat Cassis führte in der Nationalratsdebatte Mitte März 2018 aus, dass die Deza bereits eine Studie in Auftrag gegeben habe, die Aufschluss darüber geben solle, ob sich Investitionen in die Grundbildung in Entwicklungsländer lohnen würden oder nicht. Daher brauche es das Postulat nicht unbedingt. Um die eingeschlagene Richtung zu bekräftigen, empfehle der Bundesrat das Postulat dennoch zur Annahme. Der Nationalrat lehnte das Postulat jedoch mit 106 zu 84 Stimmen (1 Enthaltung) ab.<sup>15</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 05.06.2019  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Die frühkindliche Förderung ist ein komplexes Themenfeld, in welches die WBK-NR mehr Klarheit bringen möchte. Die Kommission sprach sich daher mehrheitlich dafür aus, dass der Bundesrat eine **Strategie zur Stärkung der frühen Förderung** ausarbeiten soll. Darin soll eine gesamtschweizerische Übersicht erstellt, Defizite benannt und aufgezeigt werden, wie sie behoben werden können, um schliesslich die geforderte Strategie zu entwickeln, welche die Situation der frühkindlichen Förderung in der Schweiz verbessern kann. Zudem sollen die Verantwortlichkeiten (Bund, Kantone, Gemeinden, Private) geklärt werden und eventuell nötige gesetzliche Anpassungen aufgezeigt werden.

Während der Sommersession 2019 sprach sich in der nationalrätlichen Debatte namentlich die SVP gegen das Postulat aus. Nadja Pieren (svp, BE) monierte, dass die Kompetenzen im Bereich der frühkindlichen Förderung nicht beim Bund, sondern bei den Familien, Gemeinden und Kantonen liege und es daher nicht Aufgabe des Staates sei, hier aktiv zu werden. Verena Herzog (svp, TG) warf zudem die Frage der Kosten für die Ausarbeitung dieser Strategie auf.

Die Abstimmung fiel mit 87 zu 85 Stimmen sehr knapp aus; trotz der Vorbehalte der SVP und der FDP, die geschlossen, respektive nahezu geschlossen, gegen die Annahme stimmten, wurde das Postulat angenommen.<sup>16</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 16.09.2020  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Nationalrat schrieb das **Postulat «Effizienz- und Qualitätsgewinn im Schweizer Bildungswesen»** von Thomas de Courten (svp, BL) im September 2020 im Rahmen der Debatte zur BFI-Botschaft 2021-2024 ab. Das Postulat hatte eine Bestandaufnahme zur Effizienz und Qualität im Schweizer Bildungssystem gefordert, da bislang ein Controlling oder Monitoring fehle und es deutliche Hinweise auf Effizienzprobleme im schweizerischen Bildungswesen gebe. Diese Bestandaufnahme wurde durchgeführt; sie kam zum Ergebnis, dass bei Universitäten, Fachhochschulen und der Berufsbildung in den letzten Jahren kein Effizienzverlust feststellbar sei; bei den Fachhochschulen könne gar von einer gestiegenen Effizienz ausgegangen werden. Für die obligatorische Schule, die Gymnasien und die Fachmittelschulen seien hingegen keine validen Aussagen möglich.<sup>17</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 28.09.2012  
BERNADETTE FLÜCKIGER

## Berufsbildung

Daniel Jositsch (sp, ZH) forderte, dass die Nachdiplomstudien der höheren Fachschulen weiterhin mit der für sie wichtigen eidgenössischen Anerkennung rechnen können. Hintergrund seines Vorstosses war ein Vorentwurf zum Weiterbildungsgesetz, in welchem die Aufhebung der eidgenössischen Anerkennung dieser Titel vorgeschlagen worden war.

Der Bundesrat beantragte, das Geschäft und ebenso das gleichlautende Postulat von Ständerätin Brigitte Häberli-Koller (cvp, TG; Po. 12.3415) anzunehmen, die Frage der **Anerkennung der Nachdiplomstudien der höheren Fachschulen** aber gesondert vom Weiterbildungsgesetz zu behandeln.

Im Herbst 2012 nahmen der Nationalrat das Postulat Jositsch und der Ständerat das Postulat Häberli-Koller an.<sup>18</sup>

## Kultur, Sprache, Kirchen

### Kulturpolitik

**POSTULAT**  
DATUM: 27.09.2019  
MELIKE GÖKCE

So zahlreich die Themenvielfalt in der Politik ist, so schwer ist es auch, stets eine trennscharfe Unterscheidung der themenspezifischen Verwaltungszuständigkeiten vorzunehmen. Zwei Politikbereiche, die offensichtlich solche Schnittstellen begünstigen, stellen die Bildung und die Kultur dar; seien sie doch «quasi zweieiige Zwillinge», wie Nationalrätin Quadranti (bdp, ZH) zu argumentieren wusste. Daher erbitte sie den Bundesrat, in einem Postulat aufzuzeigen, welche Massnahmen ergriffen werden können, damit **Sachfragen**, die sowohl im einen als auch im anderen Politikbereich angesiedelt sind, **durch beide Verwaltungseinheiten (SBFI und BAK) zugleich gelöst werden könnten**. So zeige sich die Problematik der bisherigen Praxis beispielsweise deutlich in der Umsetzung des Art. 67a BV «Musikalische Bildung»: Obschon der Artikel auf die Bildung fokussiere, werde dessen gesetzliche Umsetzung im Rahmen des KFG und damit durch das BAK geregelt, was folglich lediglich den Kulturaspekt, nicht aber den Bildungsaspekt berücksichtige. Da dieses «Entweder-Oder» nicht zeitgemäss sei und oft auch beste Lösungen verhindere, müsse nun eine Möglichkeit geschaffen werden, wie solche Themenbereiche zwei Ämtern zugeteilt werden könnten.

Der Bundesrat befürwortete den Vorstoss und teilte mit, dass er die Frage der Aufgabenteilung zwischen SBFI und BAK im Rahmen der Kulturbotschaft 2021–2024 beantworten werde. Auch im Nationalrat schien es keine Einwände zu geben, wurde das Postulat doch stillschweigend angenommen.<sup>19</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 07.09.2020  
MELIKE GÖKCE

Im Rahmen des Bundesratsentwurfs zur Kulturbotschaft 2021–2024 war das Postulat Quadranti (bdp, ZH), mit dem Massnahmen zur zeitgleichen **Lösung von Sachfragen im Kultur- und Bildungsbereich sowohl durch das BAK als auch durch das SBFI** verlangt wurden, zur **Abschreibung** beantragt worden. In der Herbstsession 2020 ging jedoch ein Minderheitsantrag Locher Benguerel (sp, GR) gegen diesen Antrag ein, weil der Bundesrat zum einen noch keine konkreten Massnahmen aufgezeigt habe – zumal man vergeblich nach einem adäquaten Bericht zum Postulat suche, wie die Minderheitensprecherin betonte – und das Postulat zum anderen effektiv ein bedeutendes Problem aufgreife, für das es noch keine Lösung gebe. Im Nationalrat sprach man sich aber dennoch mit 118 zu 72 Stimmen bei einer Enthaltung für die Abschreibung der Vorlage aus.<sup>20</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 03.12.2015  
MELIKE GÖKCE

## Sprachen

Ein Postulat Bugnon (svp, VS) wurde in der Wintersession 2015 **unbehandelt abgeschrieben**, da der Urheber bei den Wahlen im Oktober nicht mehr angetreten war und keines der gewählten Parlamentsmitglieder das Postulat übernommen hatte. Der Bundesrat wäre mit dem Vorstoss beauftragt worden, einen **Bericht über das Verhältnis von Mehrsprachigkeit und nationalem Zusammenhalt** zu erstellen. Dies, weil die verschiedenen Kantonsparlamente in letzter Zeit bezüglich des Fremdsprachenunterrichts auf Primar- und Sekundarstufe Entscheide gefällt hätten, die meist zu emotionalen Reaktionen geführt hätten. Der Bundesrat hatte bereits ein Jahr zuvor das Postulat in seiner Stellungnahme zur Ablehnung beantragt.<sup>21</sup>

- 
- 1) AB SR, 2017, S. 95; Postulat Caroni (16.4095)
  - 2) BO CN, 2018, p. 533; BO CN, 2018, p. 810 ss.
  - 3) BO CN, 2014, p. 1276; Motion Aeschi
  - 4) BO CN, 2009, p. 1349.
  - 5) AB NR, 2017, S. 262; Po. 16.3887
  - 6) BBI, 2019, S. 2955 ff.
  - 7) AB NR, 1997, S. 1489; AB NR, 1997, S. 522 f.
  - 8) AB NR, 2020, S. 1896
  - 9) BO CN, 2017, p. 612 s.
  - 10) BO CN, 2020, p. 2423 s.
  - 11) BO CE, 2012, p. 616.; NZZ, 06.01 et 12.01.12.
  - 12) AB NR, 2012, S. 1848
  - 13) BO CN, 2013, p.443.; In. Pa. 11.481
  - 14) AB NR, 2019, S. 2432
  - 15) AB NR, 2017, S. 1690; AB NR, 2018, S. 474 f.
  - 16) AB NR, 2019, S. 890 ff.
  - 17) AB NR, 2020, S. 1532 ff.
  - 18) AB NR, 2012, S. 1796; AB SR, 2012, S. 887
  - 19) AB NR, 2019, S. 1939; Po. 19.3725
  - 20) AB NR, 2020, S. 1200 ff.
  - 21) Po. 14.3768